Ce samedi 11 mai, acte XXVI des gilets jaunes, à Paris, la manifestation partait de Jussieu « en soutien aux enseignants » pour dénoncer les réformes Blanquer. Arrivés devant la faculté Paris Diderot, deux collègues enseignants ont été interpellés en raison d'une pancarte à caractère politique. Ils sont maintenant en garde à vue. C'est un événement grave, qui après celui de Nice jeudi dernier, criminalise l'expression même de celles et ceux qui descendent dans la rue. Un cran supplémentaire dans la répression. La CNT exige leur libération immédiate.

Deux communiqués à lire :

Paris, AG des grévistes, jeudi 9 mai. Motion contre la répression.

L'AG parisienne des enseignant.es et personnels (PVP, AVS-AESH…) du 1er degré en grève dénonce avec la plus grande fermeté et la plus vive inquiétude la répression des mouvements sociaux actuels :

– contre les lois Blanquer / Vidal dans l'éducation nationale : répression brutale des manifestations et des blocages lycéens, menaces de sanctions contre les enseignant.es et/ou militant.es syndicaux.ales (évaluations CP, réseaux sociaux, collège République de Bobigny…), sanctions effectives (blâmes, mutations forcées…), convocations, interdictions de se réunir avec les parents dans les établissements…

– lors des manifestations (Gilets jaunes, 1er mai) : répressions policière et judiciaire avec un usage inouï de la violence contre les manifestant.es ou les occupant.es des ronds-points. Nous dénombrons plusieurs milliers de blessé.es et mutilé.es, plusieurs centaines d'emprisonné.es !

Nous dénonçons avec la même force les mensonges éhontés du ministre de l'Intérieur repris, sans aucune vérification, par les médias nationaux, lors de l'épisode de la Pitié-Salpêtrière le

1er mai. Pour toutes ces exactions, blessures, mensonges, violences, mutilations, humiliations (nous n'oublions pas les lycéen.nes de Mantes-la-Jolie pour ne citer qu'elleux), nous exigeons la démission du ministre de l'Intérieur et la relaxe de tou.tes les manifestant.es.

La démarche répressive du gouvernement vise à museler la contestation de sa politique ultra-libérale et de casse des services publics.

Nous ne nous tairons pas. Nous ne baissons pas les bras. Nous nous battons pour une école ouverte à toutes et à tous, égalitaire et émancipatrice.

Soutien à notre collègue, professeur à Nice

Jeudi 9 mai lors de la journée nationale de grève de la fonction publique à Nice, un militant du SNES-FSU, Olivier Sillam, a été violemment arrêté par des membres des forces de l'ordre qui l'ont interpellé en raison de son intervention pour venir en soutien de syndicalistes étudiants qui auraient, selon les dires de la police, proféré des propos aujourd'hui interdits en manifestation.

Mis au sol brutalement, il a été emmené et maintenu près de vingt heures, en garde à vue.

La CNT-FTE tient à apporter son soutien entier à Olivier Sillam comme à tou(te)s celles et ceux, qui subissent jour après jour les excès et les abus d'un système politique qui ne tient plus que grâce à l'acharnement policier et judiciaire et se sent de plus en plus libre d'agir de façon démesurée, ouvertement agressive, détruisant les vies d'un très grand nombre de personnes.

Il nous appartient de ne pas nous laisser intimider, de répondre à la violence par notre présence

renouvelée et renforcée aux manifestations contre les réformes engagées par ce gouvernement aveugle et injuste.

CNT Fédération des Travailleurs de L'Éducation. Le 10 mai 2019
à retrouver sur le site de la FTE :
http://www.cnt-f.org/fte/2019/05/10/contre-la-repression-dans-leducation/